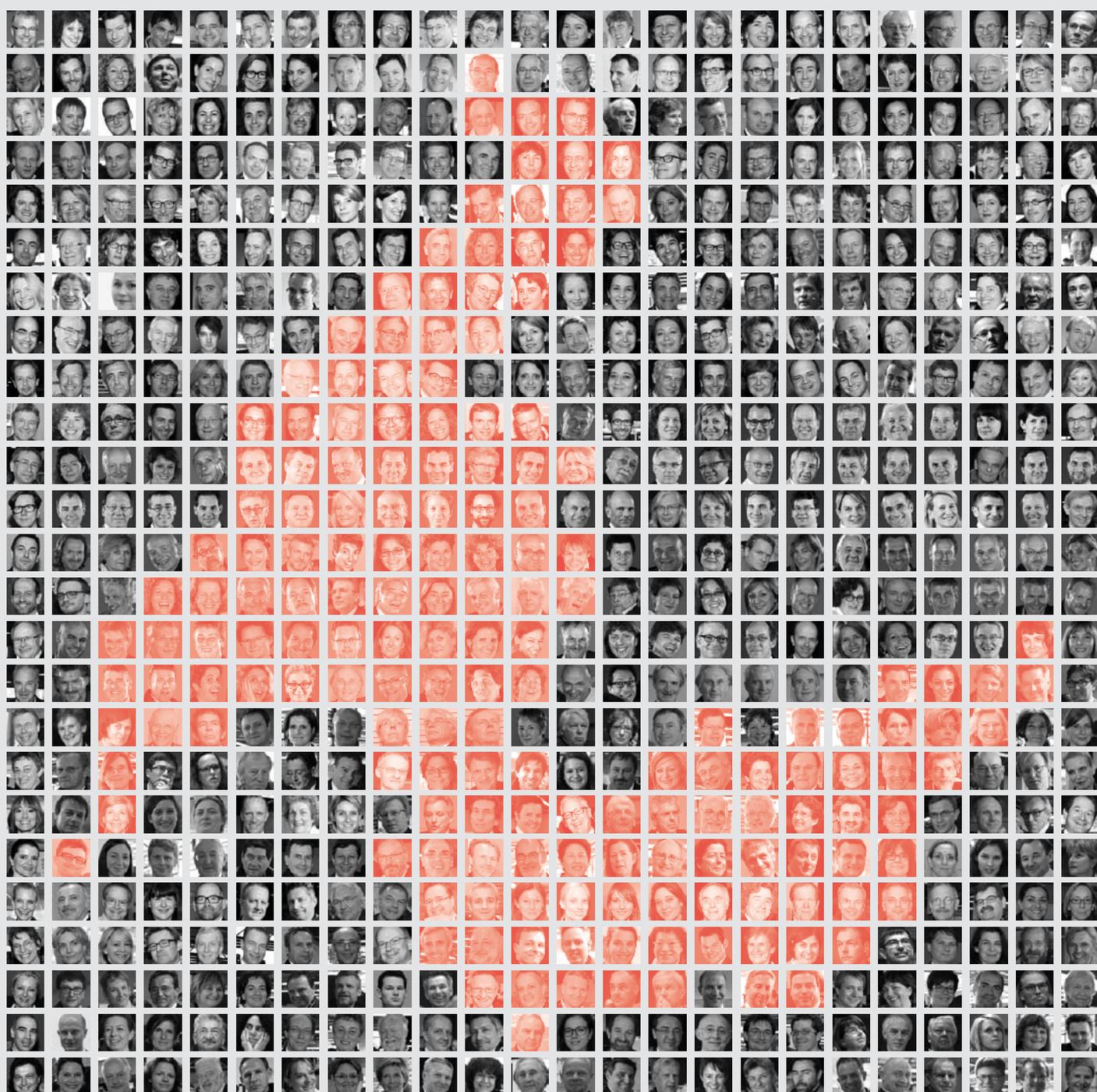


Rapport sur le produit intérieur brut (PIB) romand, 15 mai 2014



Introduction

Le produit intérieur brut (PIB) est la mesure de la performance économique d'un pays ou d'une région la plus communément utilisée. Ce chiffre permet une analyse de l'évolution dans le temps et une comparaison des régions entre elles; il peut aussi faire l'objet de prévisions. Le PIB est donc un outil précieux de mesure et d'aide à la planification pour les entreprises et les collectivités publiques.

En Suisse, le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) et l'Office fédéral de la statistique (OFS) publient un PIB pour l'ensemble du pays. L'OFS publie également depuis 2012 des estimations des PIB cantonaux. Ces valeurs encore provisoires ne couvrent toutefois que les années 2008 à 2011. Et ce, alors que les banques cantonales des six cantons romands publient depuis 2008, en collaboration avec le Forum des 100 de «L'Hebdo», un PIB romand qui mesure de manière agrégée l'évolution de la conjoncture de la région et de ses principales branches. Les valeurs historiques remontent jusqu'aux années 90 et sont accompagnées de prévisions pour l'année en cours et l'année suivante.

Le PIB romand pour 2013 et les années précédentes ainsi que les prévisions pour 2014 et pour 2015 ont été calculés en mars 2014 par l'institut Créa de macroéconomie appliquée de la Faculté des HEC de l'Université de Lausanne, sur mandat des banques cantonales des six cantons romands. En voici les points essentiels.

En 2013, la Suisse romande affiche

- un PIB nominal de 149,1 milliards de francs
- un poids d'un quart (24,7%) du PIB suisse
- un PIB en hausse de 2,1% en termes réels (corrigés de l'inflation)
- une dynamique économique en ligne avec celle de l'ensemble de la Suisse

En 2014, le PIB de la Suisse romande devrait

- poursuivre sa hausse au rythme de 2,6%
- progresser à un rythme plus rapide que le PIB suisse

En 2015, le PIB de la Suisse romande devrait

- augmenter encore de 3,0% en termes réels
- présenter de nouveau une hausse plus élevée que celle du PIB suisse

Dans ce texte et les graphiques qui l'accompagnent, la source des données relatives au PIB romand, aux PIB cantonaux et à la valeur ajoutée des branches est le Créa, tandis les données relatives à la croissance suisse sont celles du SECO et de l'OFS. Pour la croissance européenne et mondiale, les valeurs utilisées sont celles de la Commission européenne. Les statistiques sur le commerce extérieur sont issues de l'Administration fédérale des douanes (AFD). Les données sur la formation professionnelle proviennent de l'OFS et le sondage auprès d'acteurs du domaine a été réalisé par Dyai Conde, économiste et chercheur indépendant. D'autres sources sont indiquées à part, lorsque c'est nécessaire.

Les principaux résultats

*Prévisions
Sources: Créa, SECO,
Commission européenne

Mieux que prévu

Croissance réelle en	2013	2014*	2015*
Suisse romande	2,1 %	2,6 %	3,0 %
Suisse	2,0 %	2,2 %	2,7 %
Union européenne	0,1 %	1,5 %	2,0 %
Monde	2,9 %	3,6 %	3,9 %

L'accélération de la croissance attendue il y a une année a été au rendez-vous. Et même mieux: alors qu'une hausse du produit intérieur brut (PIB) romand de 1,4% était attendue pour 2013, la croissance s'est finalement inscrite à 2,1%. En outre, les prévisions pour 2014 ont été revues à la hausse par rapport à l'an dernier, de 2,1% à 2,6%. Selon les valeurs calculées par l'institut Créa, le mouvement devrait se poursuivre, avec une croissance de 3,0% en 2015.

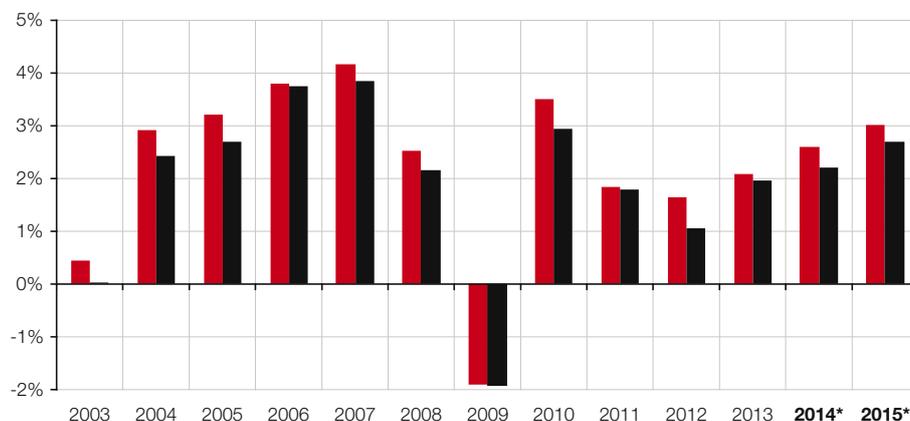
L'économie romande a ainsi évolué en 2013 à contre-courant de l'économie mondiale, dont le rythme de croissance a stagné. Ce manque de dynamique sur le plan international a concerné les économies industrialisées et émergentes. En raison de la crise de la dette, la zone euro est restée en récession, pesant sur la croissance de l'ensemble de l'Union européenne (UE). Aux Etats-Unis, ce sont les coupes budgétaires qui ont freiné la conjoncture. L'impact de cette situation sur les pays émergents a été accentué par des sorties de capitaux. Malgré ce contexte et un franc toujours fort en dépit du plancher instauré par la Banque nationale suisse (BNS), un désavantage supplémentaire pour de nombreuses sociétés qui vendent leurs produits et services hors de Suisse, les branches exportatrices ont dans l'ensemble relativement bien résisté. Quant aux activités tournées vers la demande domestique, elles se sont montrées dynamiques, grâce au soutien d'un marché de l'emploi robuste, de la démographie et de taux d'intérêt bas.

Cette année et l'an prochain, la sortie de récession de la zone euro devrait se confirmer, l'effet des coupes budgétaires aux Etats-Unis s'atténuer et l'environnement être de nouveau plus favorable pour les économies émergentes. Les branches exportatrices suisses et romandes en profiteront, tandis qu'une poursuite d'une activité soutenue est globalement attendue pour les activités tournées vers le marché intérieur. Les facteurs de risque restent toutefois nombreux. Notamment, la zone euro est toujours confrontée à des défis de taille. A cela s'ajoutent d'autres incertitudes au niveau suisse, tels que les éventuels effets de la mise en œuvre de l'initiative dite «Contre l'immigration de masse» approuvée en votation fédérale. Ils ne peuvent pas encore être quantifiés, les dispositions d'application n'ayant pas été adoptées, et n'ont donc pas été pris en compte dans les prévisions.

Evolution comparée des PIB romand et suisse (valeurs réelles)

■ Evolution annuelle du PIB romand
■ Evolution annuelle du PIB suisse

*Prévisions



Un quart de l'économie suisse

En termes réels (corrigés de l'inflation, aux prix de 2005), le PIB romand est passé de 135,7 milliards de francs en 2012 à 138,5 milliards en 2013 et, en données nominales, de 146,1 milliards à 149,1 milliards, selon les estimations établies par le Créa. La comparaison avec la Suisse est tendanciellement favorable depuis le début du nouveau millénaire, même si l'écart s'était resserré durant la phase aiguë de la crise économique et financière qui a débuté en 2007-2008. La croissance romande devrait ainsi être légèrement supérieure à la moyenne helvétique en 2014 et en 2015, de 0,3 à 0,4 point de pourcentage.

Grâce à cette dynamique, la Suisse romande augmente son poids dans l'économie helvétique. La hausse n'est que de l'ordre du dixième ou du centième de pour cent par année, mais la progression est régulière. Sur dix ans, de 2003 à 2013, ce poids est passé de 24,0% à 24,7%. Durant cette période, le secteur primaire a vu sa valeur ajoutée progresser moins rapidement en Suisse romande (+1,1% en moyenne par an) que sur le plan national (+1,4%). Dans le secondaire (+2,8%) et le tertiaire (+2,3%) romands, les taux de croissance annuels ont été supérieurs à la moyenne nationale (respectivement +2,2% et +2,0%).

Mieux que les grands pays de l'UE

L'économie romande a également continué de se distinguer sur le plan européen en 2013. Avec une croissance de 2,1%, elle a été plus dynamique que l'Union européenne (UE) dans son ensemble (0,1%) et que la plupart des principales économies de cette dernière, l'Allemagne (+0,4%), le Royaume-Uni (+1,9%), la France (+0,3%) ou l'Italie (-1,9%). La région a aussi été plus dynamique que les Etats-Unis (+1,9%) ou que le Japon (+1,6%).

Décomposition sectorielle et par branche du PIB romand (valeurs moyennes 2004-2013, centre = branches, périphérie = secteurs)

Secteur primaire	1,1%
Secteur secondaire	24,0%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier...	2,9%
Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie...	5,2%
Machines, instruments, horlogerie...	8,5%
Production et distribution d'électricité et d'eau	2,2%
Construction	5,2%
Secteur tertiaire	74,9%
Commerce de gros et de détail, réparations...	17,9%
Hôtellerie-restauration	2,5%
Transports, postes, télécommunications, édition	5,8%
Activités financières et assurances	11,3%
Activités immobilières, services aux entreprises...	10,9%
Administration publique, santé, éducation, sports...	19,5%
Autres (y compris valeur locative)	7,0%



Majorité de branches en croissance

Grâce à la robustesse de l'environnement conjoncturel romand, la plupart des branches ont bénéficié l'an dernier d'une dynamique solide. Aussi bien des activités tournées vers les exportations, telles que la chimie et la pharma, que des branches axées sur la demande domestique, comme la construction, les services aux entreprises ou les services financiers, ont connu une croissance rapide. Principale exception: l'industrie des machines, dont la valeur ajoutée s'est repliée sous le poids de la faiblesse de l'environnement conjoncturel international et de la force du franc. L'industrie alimentaire ainsi que les transports et télécommunications ont pour leur part connu une année en stagnation.

En 2014, l'accélération de la croissance profitera à la plupart des branches. En particulier, l'industrie des machines bénéficiera, selon les prévisions, de l'environnement conjoncturel mondial plus favorable. L'industrie alimentaire, l'hôtellerie-restauration ou les transports et télécommunications connaîtront aussi une amélioration. La chimie devrait pour sa part voir sa croissance se stabiliser à un haut niveau. Dans les services financiers et assurances, une normalisation de l'activité est attendue après deux années particulièrement dynamiques. Une modération de la croissance est également prévue dans la construction et dans les secteurs public et parapublic.

L'accélération de la dynamique devrait se poursuivre l'an prochain et concerner de nouveau la plupart des branches. Les activités industrielles (alimentaire, chimie et pharma, machines) pourraient ainsi croître plus rapidement que cette année. Une évolution similaire est attendue dans de nombreuses branches de services: commerce, transports et télécommunications, services financiers. A l'inverse, la modération de la croissance dans la construction et dans les secteurs public et parapublic devrait se poursuivre.

Evolutions et tendances pour les principales branches

	Evolutions sectorielles en 2013	Tendances sectorielles pour 2014	Tendances sectorielles pour 2015
>2,5%	Activités financières et assurances Construction Administration publique, santé, éducation, sports... Activités immobilières, services aux entreprises... Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie...	Activités financières et assurances Commerce de gros et de détail, réparations... Activités immobilières, services aux entreprises... Administration publique, santé, éducation, sports... Construction Alimentation, textile, cuir, bois, papier	Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie... Commerce de gros et de détail, réparations... Machines, instruments, horlogerie... Activités immobilières, services aux entreprises... Activités financières et assurances Alimentation, textile, cuir, bois, papier
1,6% à 2,5%		Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie...	Administration publique, santé, éducation, sports... Transports, postes et télécommunications, édition
0,1% à 1,5%	Commerce de gros et de détail, réparations... Secteur primaire Hôtellerie-restauration	Secteur primaire Machines, instruments, horlogerie... Transports, postes et télécommunications, édition Hôtellerie-restauration	Secteur primaire Construction Hôtellerie-restauration
<0%	Alimentation, textile, cuir, bois, papier Transports, postes et télécommunications, édition Machines, instruments, horlogerie...		

L'apprentissage en porte-à-faux

Un ingrédient essentiel

L'apprentissage est un ingrédient essentiel de la recette de la compétitivité suisse. Un magazine télévisé français («Un œil sur la planète») a même présenté en automne 2013 la formation professionnelle duale comme la recette anti-chômage de la Suisse et d'autres pays s'y intéressent. Les facteurs expliquant la résistance de l'économie helvétique aux effets de la crise qui touche l'économie mondiale sont plus larges, mais ce système en fait partie. Il contribue à éviter des écarts trop importants entre les besoins des entreprises et les cursus suivis. Il permet également à l'économie de disposer de personnes formées de manière adéquate à tous les maillons de la chaîne de création de valeur.

A l'heure où la question d'une dégradation de la compétitivité suisse est posée notamment par plusieurs initiatives internationales dans les domaines de la fiscalité des entreprises et des personnes, les banques cantonales romandes se sont penchées sur la formation professionnelle initiale afin de mieux comprendre sa situation dans ce contexte. Force est de constater qu'elle n'échappe pas à un constat quasi général aujourd'hui: les défis ne manquent pas. La démographie pourrait conduire à une baisse provisoire du nombre de candidats, le nombre de places non pourvues a augmenté, la concurrence des formations tertiaires est présente et les exigences sont toujours plus élevées.

Mais le premier constat est que l'apprentissage a bien résisté, comme l'économie suisse et romande, à la crise économique et financière que connaît la planète depuis plusieurs années. Le nombre de places proposées par les entreprises n'a pas diminué, mais augmenté de 20% entre août 2007 et août 2013, selon le dernier baromètre d'été du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI). Sur les baromètres de printemps (avril), la hausse est de 9%.

Exigences en hausse

Cependant, sur la même période, la part des places non attribuées a augmenté, passant en Suisse romande de 5% en 2007 à 9% en 2013. Dans deux tiers des cas, une place d'apprentissage est restée vacante car l'entreprise n'a pas reçu de postulation appropriée, selon le baromètre du SEFRI.

Une enquête (sondage qualitatif et non représentatif) auprès d'acteurs de la formation professionnelle en Suisse romande (associations de branches et milieux de la formation professionnelle) a été réalisée dans le cadre de cette étude. Elle donne des éclairages supplémentaires sur l'offre et la demande. Si certaines branches manquent de candidats, d'autres manquent de places. Mais les entreprises ont besoin d'apprentis et comptent en engager plus à moyen terme. En même temps, elles perçoivent souvent le niveau et les connaissances des candidats comme étant en deçà de leurs besoins. Et indiquent que leurs attentes vont continuer d'augmenter.

Offre et demande: résultats d'une enquête auprès d'acteurs de la formation professionnelle en Suisse romande

	Demande: évolution du nombre d'apprentis recherchés à un horizon de 3-5 ans (en hausse, stable, en baisse)	Offre: évolution du nombre de personnes à la recherche d'un apprentissage à un horizon de 3-5 ans (en hausse, stable, en baisse)	Adéquation de l'offre et de la demande: par rapport aux besoins, le niveau et les connaissances des candidats sont (plus élevés, conformes, moins élevés)	Adéquation de l'offre et de la demande: les attentes concernant le niveau et les connaissances des candidats à un horizon de 3-5 ans sont (en hausse, stables, en baisse)
Toutes les branches	↗	↗	↘	↗
Primaire	↗	↘	→	↗
Architecture et bâtiment	↗	↗	↘	↗
Industrie manufacturière	↗	→	↘	↗
Services	↗	↗	↘	↗
Hôtellerie	→	↗	↘	↗
Santé	↗	↗	↘	↗

Résultat d'un sondage (qualitatif et non représentatif) auprès d'acteurs de la formation professionnelle en Suisse romande (associations de branches et milieux de la formation professionnelle) réalisé entre décembre 2013 et janvier 2014. La direction des flèches est fonction du solde de réponses (positif = vers le haut, nul = horizontal et négatif = vers le bas).

Sources: banques cantonales romandes, Dyai Conde

Moins de candidats ces prochaines années

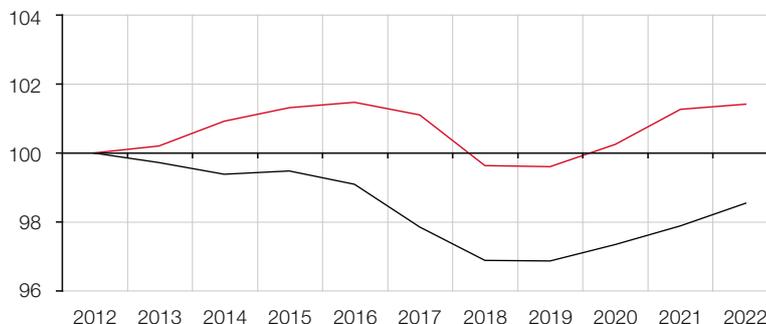
Si la pénurie de places d'apprentissages a souvent fait la une jusqu'au milieu des années 2000, elle tend donc à être remplacée par un manque de candidats. La situation ne devrait guère se détendre dans les années à venir. Selon les scénarios 2013-2022 de l'Office fédéral de la statistique (OFS) pour le système de formation, le nombre d'apprentis (élèves de 1^{re} année) devrait baisser en Suisse romande de 1,8% entre 2016 et 2019, suivant une tendance nationale liée à la baisse du nombre des naissances entre 1992 et 2003. Cette phase de baisse devrait toutefois être plus courte et moins accentuée sur le plan romand que dans l'ensemble de la Suisse (-3,1% entre 2012 et 2019).

Evolution du nombre d'élèves de la 1^{re} année de la formation professionnelle initiale

■ Suisse romande
■ Suisse

Indice, base 100 = 2012

Source: Office fédéral de la statistique



Le creux attendu par l'OFS devrait se traduire par un repli de 359 élèves de 1^{re} année, soit un nombre passant de 19 425 en 2016 à 19 066 en 2019, qui serait suivi par une reprise à la hausse. Les disparités entre branches sont importantes. Ainsi, dans le commerce et l'administration, la première filière en termes de nombre de candidats (36% du total ou près de 6900 personnes par année débutant une formation professionnelle), la baisse (-2,1%) pourrait être légèrement plus accentuée qu'en moyenne. Il en va de même pour les autres branches principales, ingénierie et technique, architecture et bâtiment. Seuls la santé et les services sociaux pourraient connaître une stabilité, voire une hausse.

Formation professionnelle initiale, nombre d'élèves de la 1^{re} année en Suisse romande: résumé du scénario par branche

Source: Office fédéral de la statistique

	Nombre d'élèves (2012)	Poids (2012)	Repli attendu 2016-2019
Commerce et administration	6872	36%	-2.2%
Ingénierie et technique	3681	19%	-2.1%
Architecture et bâtiment	1868	10%	-2.6%
Services aux particuliers	1578	8%	-1.6%
Santé	1156	6%	0.1%
Industrie de transformation	993	5%	-3.4%
Arts	773	4%	-0.9%
Agriculture et sylviculture	736	4%	-1.5%
Informatique	601	3%	-1.1%
Services sociaux	585	3%	0.8%
Autres domaines	299	2%	-1.4%
Toutes les branches	19 142	100%	-1.8%

Cette évolution différenciée s'explique par les préférences des candidats et par une propension différente entre les branches à engager des apprentis. Ainsi, la part des personnes en formation par rapport aux effectifs totaux est plus importante que la moyenne dans la construction, le commerce et, dans une faible mesure, la santé et les services sociaux. Dans l'industrie, elle est légèrement en dessous. Enfin, cette part est clairement plus basse que la moyenne dans l'hôtellerie-restauration, les services financiers et aux entreprises, l'administration et, surtout, dans l'enseignement.

Première filière de formation du pays

Environ 19 000 personnes commencent chaque année un apprentissage (élèves de 1^{re} année, formations duales et écoles professionnelles) en Suisse romande. Ce chiffre correspond à un corps d'apprentis de près de 55 000 personnes et à environ 15 000 certificats fédéraux de capacités (CFC) et attestations fédérales de formation professionnelle (AFP) délivrés chaque année. Les CFC se rapportent à l'apprentissage «traditionnel» de trois à quatre ans et représentent la grande majorité (neuf sur dix) des diplômes de la formation professionnelle initiale. Les AFP sont des formations de deux ans, destinées aux élèves éprouvant des difficultés à suivre le cursus CFC et pouvant être complétées par la suite en vue de l'obtention d'un CFC.

L'apprentissage est la première filière de formation dans le pays. En Suisse romande, il représente quelque 36% des 15-64 ans (formation la plus élevée achevée, formation professionnelle élémentaire comprise). Avec la formation professionnelle supérieure, qui concerne en majorité des personnes passées par la filière CFC, le chiffre atteint même 46%. A titre de comparaison, les formations tertiaires (hautes écoles) comptent pour 29% du total, l'école obligatoire et les formations générales pour 25%.

Niveau de formation de la population résidante selon la région linguistique

	Suisse alémanique	Suisse romande	Suisse italienne	Suisse
Ecole obligatoire	11.4%	16.5%	15.2%	12.8%
Degré secondaire II (formation professionnelle)	41.7%	36.3%	39.9%	40.2%
Degré secondaire II (formation générale)	7.5%	8.8%	11.7%	8.0%
Degré tertiaire (formation professionnelle supérieure)	15.4%	9.6%	11.3%	13.8%
Degré tertiaire (hautes écoles)	24.0%	28.9%	21.9%	25.2%

Formation achevée la plus élevée, personnes âgées de 25 à 64 ans, en 2013. Formation professionnelle: y compris formation professionnelle élémentaire. Formation professionnelle supérieure: y inclus les écoles prof. supérieures ESCEA, ESAA, ESTS, école technique supérieure ETS.

Source: Office fédéral de la statistique

Bien que première filière de formation, l'apprentissage est en repli sur le long terme. Il avait connu un creux du milieu des années 80 à celui des années 90, lié aux changements structurels de l'économie suisse et aux conséquences de l'éclatement de la bulle immobilière de l'époque. Conséquence: le nombre de places avait drastiquement baissé, en lien avec la chute du nombre d'entreprises formatrices. La situation s'est améliorée. La part des entreprises formatrices s'est redressée et, avec elle, la proportion des apprentis dans les effectifs de l'ensemble des entreprises. Cependant, le niveau des années 80 n'a pas été retrouvé. De plus, la part des apprentis dans les entreprises formatrices, qui avait bien résisté durant les années 80, s'érode lentement.

Evolution de la part des entreprises formatrices et de la proportion d'apprentis

	Pourcentage des entreprises participant à la formation				Pourcentage médian d'apprentis parmi les employés des entreprises formatrices				Pourcentage des apprentis par rapport au total des employés recensés			
	1985	1995	1998	2008	1985	1995	1998	2008	1985	1995	1998	2008
Suisse alémanique	24,3	15,5	18,1	19,3	25,0	23,1	23,5	21,9	7,4	5,0	6,0	6,3
Suisse romande	19,9	12,9	15,5	16,6	25,0	23,1	22,2	21,0	5,3	3,6	4,2	4,3
Tessin	20,7	12,4	14,3	14,2	24,3	23,1	21,7	20,0	5,4	3,3	4,0	3,8
Suisse	23,0	14,7	17,3	18,4	25,0	23,1	24,1	21,7	6,8	4,6	5,5	5,7

Sources: Office fédéral de la statistique, Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle

En parallèle, le chômage des jeunes a augmenté. En 2013 (deuxième trimestre), le taux de sans-emplois parmi les 15-24 ans s'inscrivait à 7%, selon la définition du Bureau international du travail. Cette mesure indique la part des personnes qui n'étaient pas occupées, disponibles et à la recherche d'un emploi et non uniquement celle des personnes inscrites à un office régional de placement. Si ce chômage des jeunes est plus bas que lors des années suivant l'éclatement de la bulle internet (il était monté jusqu'à 8,8% en 2005) et que dans l'Union européenne, il est plus élevé que dans les années 90.

Concurrence des formations tertiaires

La formation professionnelle est aujourd'hui en porte-à-faux en raison d'un niveau d'exigences qui a augmenté dans l'ensemble de l'économie. Cela se distille à tous les étages, jusqu'aux places d'apprentissage et aux compétences demandées. Les autorités et les entreprises ont fait des efforts importants pour augmenter le niveau de la formation professionnelle et la revaloriser, notamment au travers d'interfaces avec d'autres cursus telles que la maturité professionnelle. On observe aussi des initiatives au sein de branches (transports, banque, etc.) pour mutualiser les efforts. Les temps où l'apprentissage pouvait être considéré comme une formalité sont révolus.

Cependant, l'érosion de la part des diplômés de la formation professionnelle initiale semble inexorable. En 1999, ceux-ci représentaient 45% de la population romande, près de 10 points de pourcentage de plus qu'aujourd'hui. A l'inverse, la proportion de diplômés d'une haute école est passée de 15% en 1999 à 29%. A noter que cette proportion est traditionnellement plus élevée dans la région qu'en moyenne nationale.

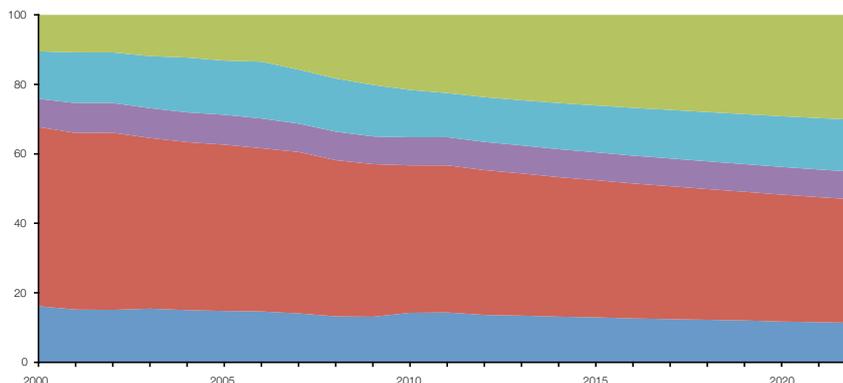
Selon les projections de l'OFS, la part de la population ayant terminé sa formation par un apprentissage va continuer son repli. Au niveau suisse (projections régionales pas disponibles), elle a baissé de 52% en 1999 à 40% en 2013 et devrait reculer à 35% en 2022. Parallèlement, la proportion des diplômés des hautes écoles est passée de 10% à 24% et devrait progresser à 30%. Par ailleurs, le taux de personnes sans autre formation que l'école obligatoire devrait poursuivre son recul, passant de 16% en 1999 à 11% en 2022. Une relative stabilité devrait en revanche être observée parmi les détenteurs de diplômes de formation générale (environ 8%) et de formation professionnelle supérieure (environ 15%).

Evolution du niveau de formation de la population résidante en Suisse

Formation achevée la plus élevée, personnes âgées de 25 à 64 ans

- Degré tertiaire: hautes écoles
- Degré tertiaire: formation professionnelle supérieure
- Degré secondaire II: formation générale
- Degré secondaire II: formation professionnelle
- Ecole obligatoire

Sources: Office fédéral de la statistique, banques cantonales romandes



Selon le scénario à long terme de l'OFS, l'évolution devrait se poursuivre dans la même direction. Résultat: il pourrait y avoir autant de diplômés des hautes écoles que de détenteurs d'un CFC vers le milieu de la décennie prochaine... et plus ensuite.

Risque d'un décalage croissant à ne pas négliger

Les prévisions démographiques doivent être considérées avec prudence et les conséquences à terme sont très difficiles à prédire. Cependant, parce qu'elle est mue par l'offre et la demande, la formation professionnelle n'a pas son pareil pour guider à une place qui corresponde à un besoin. L'exemple d'autres pays montre que le risque d'un décalage croissant entre les compétences acquises et les besoins n'est pas à négliger. Il s'agit d'un enjeu pour l'ensemble de l'économie, qui a besoin de personnes bien formées à tous les maillons de la chaîne. Cela concerne aussi la société dans son ensemble, qui a besoin que chacun trouve sa place. Ce qui implique notamment que les compétences professionnelles doivent correspondre à une demande, en termes de métier ou de capacité de conduite ou d'exécution.

Mais la formation professionnelle ne peut pas non plus être un but en soi. Elle doit continuer d'ouvrir des portes, voire en ouvrir plus, et le faire savoir. Car, en matière de formation, nous suivons bien souvent les traces de nos parents, quand nous ne sommes pas plus diplômés qu'eux. Ce phénomène de mobilité ascendante est d'ailleurs documenté et une hausse de la part des diplômés des hautes écoles implique que convaincre, attirer de bons candidats ne sera pas plus facile à l'avenir. Le défi pour l'apprentissage est donc de trouver la place qui lui permette rester une recette anti-chômage.

La dynamique des exportations se maintient

Hausse des ventes en Europe de l'Ouest

En hausse de 3,1% en 2013: les exportations romandes ont fait mieux que de simplement résister à la force du franc fort et au manque de dynamique de l'économie mondiale. Elles ont aussi fait mieux que les exportations suisses dans leur ensemble, qui ont stagné à un haut niveau.

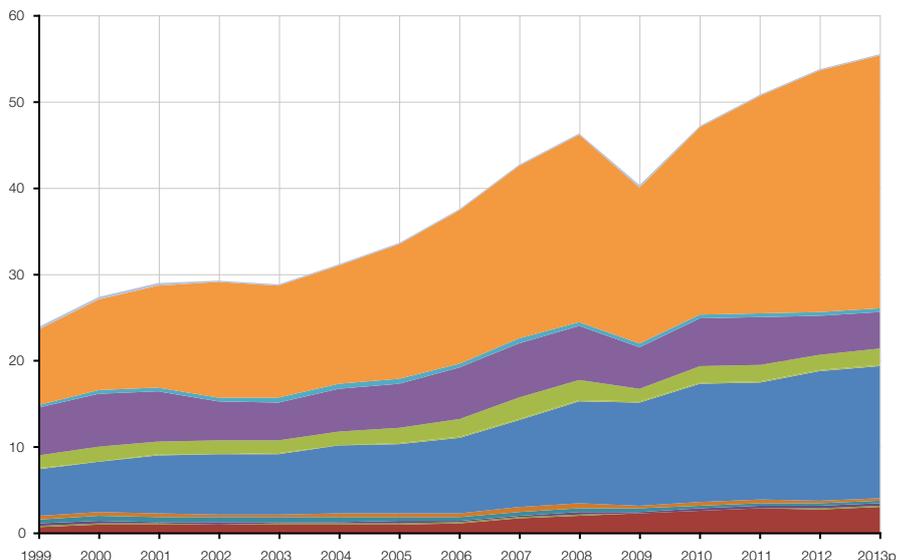
Comme l'année précédente, la bonne tenue des ventes à l'étranger n'était malheureusement pas partagée par l'ensemble des branches. La principale impulsion est venue des instruments de précision et des montres (53% du total), en progression de 4,7%. L'autre poids lourd des exportations romandes, l'industrie chimique et pharmaceutique (28% du total), a également connu une bonne année (+2,5%). L'environnement a aussi été porteur (+8,1%) pour les produits alimentaires (5,5% du total). A l'inverse, avec une baisse de 5,0% de ses exportations, l'industrie des machines (8% du total) a ressenti les effets de la faiblesse des investissements au niveau mondial.

Sous l'angle géographique, la principale contribution à la hausse est revenue à la destination numéro un: l'Europe occidentale. Les ventes vers cette région, qui compte pour 45% de l'ensemble, ont progressé de 4%. La troisième destination la plus importante pour les produits romands, l'Amérique du Nord (14% du total), a affiché une hausse de 5,4%. Des contributions positives sont aussi venues de l'Amérique latine et de l'Océanie, avec des exportations en hausse respectivement de 7,1% et 11,6%. En revanche, les ventes en Asie, la deuxième destination la plus importante (31% du total), ont stagné.

Evolution des exportations romandes selon la nature des marchandises

- Produits divers
- Instruments de précision, horlogerie et bijouterie
- Véhicules
- Machines, appareils, électronique
- Métaux
- Pierres et terres
- Produits des industries chimique et pharmaceutique
- Cuir, caoutchouc, matières plastiques
- Papier, ouvrages en papier et produits des arts graphiques
- Textiles, habillement, chaussures
- Produits énergétiques
- Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche

En milliards de francs courants.
p = données provisoires.



Hausses dans tous les cantons

D'un montant de 55,5 milliards de francs en 2013, les exportations romandes représentent 27,6% des exportations suisses, c'est-à-dire que leur poids dans le commerce extérieur suisse est plus important que celui du PIB romand dans le PIB national. Les exportations romandes progressent aussi plus rapidement que les ventes de produits suisses à l'étranger dans leur ensemble: +4,0% par année entre 2003 et 2013, contre +2,6% par an en moyenne nationale.

En 2013, la progression la plus importante a été observée en Valais (+5,1%), notamment grâce à son industrie chimique. Dans le Jura, les ventes à l'étranger d'instruments de précision et de montres ont permis une hausse de 4,8% des exportations. Même phénomène à Genève (+4,7%), Fribourg (+2,5%) et Neuchâtel (+1,0%). Le canton de Vaud (+2,8%) a pour sa part bénéficié de la bonne santé de son industrie chimique et pharmaceutique et de solides ventes à l'étranger de produits alimentaires.

Au niveau des destinations et de la nature des produits, les principales contributions proviennent d'une progression de 6,2% des ventes de montres et d'instruments de précision en Europe et d'un bond de 15,8% vers le Moyen-Orient. L'augmentation des exportations d'instruments de précision et de montres vers l'Amérique du Nord (+3,9%) et l'Asie du Sud-Est (+8,4%) ont constitué d'autres facteurs de soutien, de même que les ventes de produits chimiques et pharmaceutiques vers l'Amérique du Nord (+9,8%) et l'Europe de l'Ouest (+3,2%), ainsi que celles de produits alimentaires vers l'Europe occidentale (+14,4%).

Evolution comparée des exportations suisse, suisse romande et par canton romand

- Fribourg
- Genève
- Jura
- Neuchâtel
- Valais
- Vaud
- ... Suisse romande
- ... Suisse

Variations annuelles en %.
p = données provisoires.



Exportations par habitant

En francs courants, classement selon les données 2012.

p = données provisoires.

	2011	2012	2013p
Neuchâtel	59 069	61 937	61 939
Genève	32 733	34 754	35 909
Fribourg	29 313	32 773	32 891
Vaud	18 225	18 142	18 291
Jura	15 144	14 635	15 170
Valais	9 406	9 306	9 636
Suisse romande	25 065	26 171	26 548
Suisse	24 879	24 955	24 731

PIB 2013 ainsi que prévisions 2014 et 2015 par secteur économique

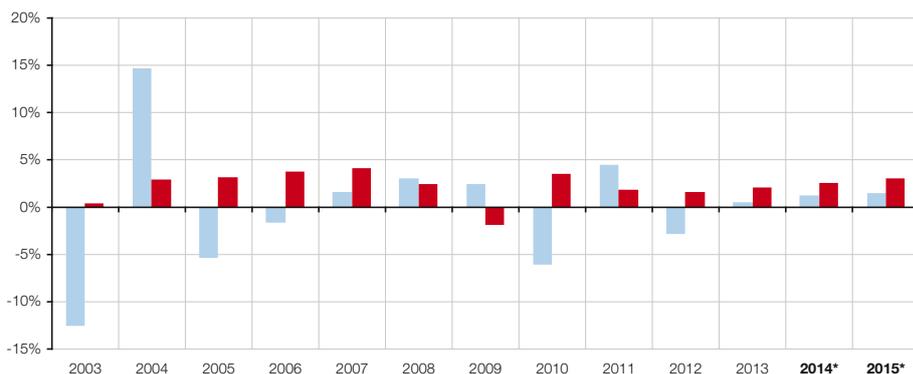
Baisse de la production végétale – Hausse de la production animale

Les conditions météorologiques défavorables – un hiver long, un printemps pluvieux et froid et un été accompagné de violents orages de grêle et de périodes de sécheresse – ont pesé sur la production végétale. Cela a concerné en particulier les grandes cultures et les cultures fourragères. La détente dans la production animale n'a pas été suffisante pour compenser cette baisse et le total de la production s'est replié. En revanche, les charges ont évolué positivement, permettant au revenu net d'entreprise de s'inscrire en légère progression. D'autres facteurs – subventions, développement des activités extra-agricoles, progrès dans la résolution de problèmes structurels – ont aussi permis à la branche de se stabiliser, alors qu'elle était caractérisée par une grande volatilité dix ans plus tôt. La valeur ajoutée du secteur primaire s'est légèrement redressée (+0,6%) en 2013. Une évolution positive est aussi prévue pour 2014 (+1,3%) et 2015 (+1,5%).

Evolution comparée du secteur primaire et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Secteur primaire
■ Suisse romande

*Prévisions



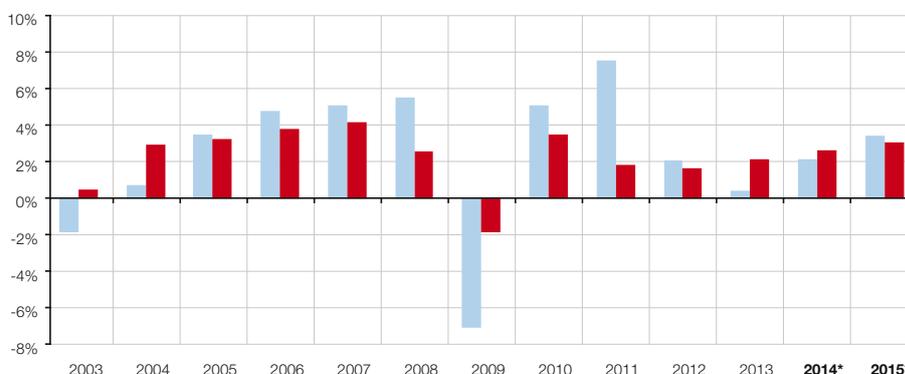
Secondaire: accélération de la dynamique

Le secteur secondaire a globalement été affecté par la conjoncture internationale défavorable qui a caractérisé l'année 2013. Sa croissance a été mitigée, 0,4%, ce qui s'explique principalement par les vents contraires rencontrés par l'industrie des machines. Celle-ci devrait en revanche profiter pleinement de l'amélioration de l'environnement conjoncturel mondial. Une accélération est aussi attendue dans le secteur alimentaire et agroalimentaire, tandis qu'une consolidation à un haut niveau est prévue dans la chimie et la pharma. Quant à la construction, son activité devrait se normaliser cette année et l'an prochain après une année 2013 à un niveau élevé. Cela ne devrait cependant pas empêcher le secondaire de connaître une accélération de sa croissance, à 2,1% en 2014 et 3,4% en 2015.

Evolution comparée du secteur secondaire et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Secteur secondaire
■ Suisse romande

*Prévisions



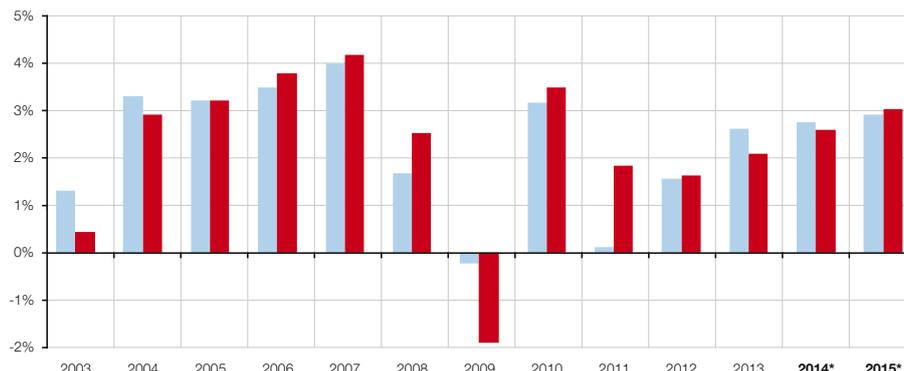
Tertiaire: bonne tenue de la demande intérieure

Plus stable que le secteur secondaire, car plus orienté vers l'économie intérieure, le tertiaire a pleinement bénéficié l'an dernier de la bonne tenue de la demande intérieure et de l'amélioration du climat de consommation. Le commerce, mais aussi les services aux entreprises ont ainsi vu leur croissance s'accélérer, tandis que celle des services financiers est restée stable à un haut niveau, notamment grâce à une excellente année sur les marchés boursiers. Enfin, la situation s'est stabilisée dans l'hôtellerie-restauration après quelques années difficiles. Une poursuite de l'accélération est prévue dans le commerce et les services aux entreprises, tandis qu'une normalisation est attendue dans les services financiers et une stabilité dans l'hôtellerie-restauration. De 2,6% en 2013, la croissance du tertiaire devrait progresser à 2,8% cette année et à 2,9% l'an prochain.

Evolution comparée du secteur tertiaire et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Secteur tertiaire
■ Suisse romande

*Prévisions



Quatenaire: facteur de soutien

L'économie romande continue de bénéficier du soutien de son secteur quaternaire, c'est-à-dire les domaines des secteurs secondaire et tertiaire dans lesquels le savoir-faire et l'innovation sont déterminants. Aussi bien tournées vers les exportations que vers la demande intérieure, les branches des moyennes et hautes technologies et industries du savoir ont affiché une progression de leur valeur ajoutée sensiblement supérieure à celle de l'ensemble de l'économie romande, 2,9% en 2013. Chimie, fabrication d'instruments de précision et horlogerie, services financiers, activités immobilières et santé: de nombreux domaines y ont contribué. Pour 2014 et 2015, la normalisation dans les services financiers sera notamment compensée par la progression de l'industrie des machines. Une accélération de la croissance est prévue à 3,1% cette année et à 4,2% l'an prochain.

Evolution comparée du secteur quaternaire et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Branches des moyennes et hautes technologies et industries du savoir
■ Suisse romande

*Prévisions



Branches industrielles: contrastes persistants

Une industrie des machines face à des vents contraires (-3,1%), une branche alimentaire en léger repli (-0,3%, non représentée sur le graphique ci-dessous) et une industrie chimique toujours en expansion (+2,6%) : les branches industrielles ont connu une année 2013 contrastée. Cela s'explique par divers facteurs, notamment une baisse des exportations de biens d'investissement alors que les ventes à l'étranger de biens de consommation ont augmenté. Un rééquilibrage est prévu grâce à l'amélioration de l'environnement conjoncturel international. Ainsi, l'industrie des machines devrait croître de 1,1% cette année et de 4,0% l'an prochain. Dans l'industrie alimentaire, l'activité devrait progresser de successivement 2,6% et 3,2%. Dans la chimie et la pharma, en revanche, un léger tassement est attendu en 2014, à 2,3%, avant une réaccélération à 5,5% en 2015.

Evolution comparée des branches industrielles et du PIB romand (valeurs réelles)

Chimie, caoutchouc
Machines, équipements
Suisse romande

*Prévisions



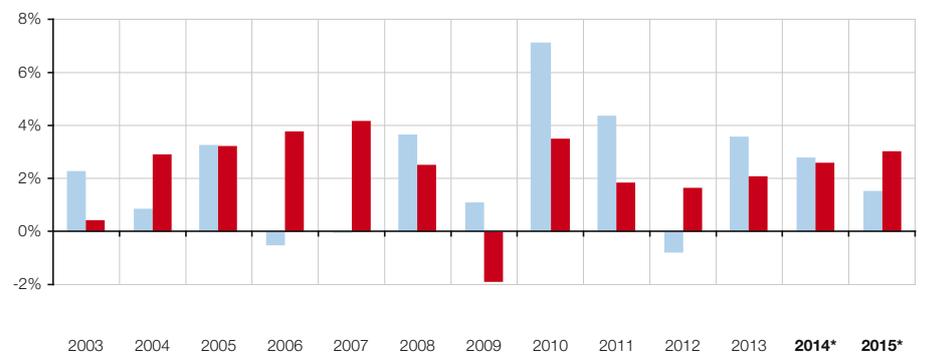
Construction: normalisation de l'activité

La construction a compensé en 2013 la baisse survenue l'année précédente en raison des mauvaises conditions météorologiques et les chiffres d'affaires ont retrouvé le niveau de 2011. Grâce à la construction de logements, la croissance de la branche a été élevée, 3,6%. Ces prochaines années pourraient être marquées par les effets des mesures prises au niveau national pour freiner la demande (composition des fonds propres des acheteurs, volant anticyclique de fonds propres, etc.), auxquels s'ajoutent d'éventuels effets sur la démographie de la mise en œuvre de l'initiative dite «Contre l'immigration de masse», non quantifiables tant que les dispositions d'application ne seront pas connues, et, dans certaines régions, les conséquences de l'application de l'initiative sur les résidences secondaires. Les prévisions vont dans le sens d'une normalisation de l'activité, avec une hausse de la valeur ajoutée attendue à 2,8% en 2014 et à 1,5% en 2015.

Evolution comparée de la construction et du PIB romand (valeurs réelles)

Construction
Suisse romande

*Prévisions



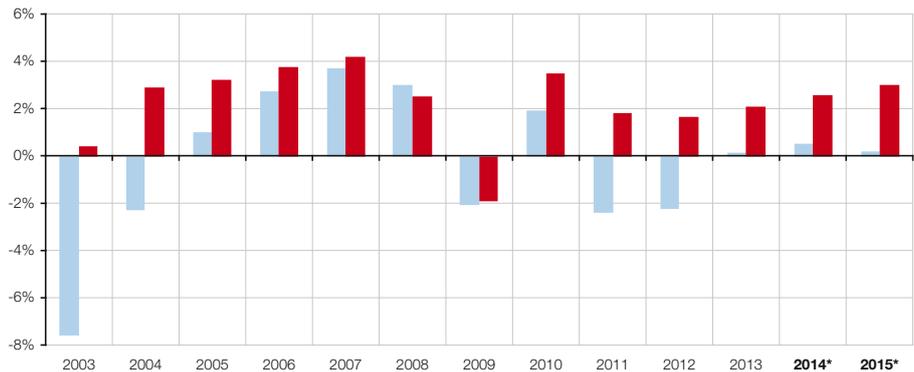
Hôtellerie-restauration: début de stabilisation

La stabilisation de l'hôtellerie-restauration qui commençait à se dessiner l'année précédente s'est confirmée en 2013. Après deux années de baisse, les nuitées hôtelières en Suisse romande ont augmenté de 1,4%. Aussi bien les hôtes suisses que ceux en provenance de l'étranger y ont contribué. Si les Allemands ont continué à être moins nombreux que l'année précédente, les Anglais, les Français, les Américains, les Italiens ou les Belges, ainsi que les Russes et les Chinois, notamment, ont plus séjourné dans les hôtels romands. Combiné au bon climat de consommation, cela a aussi permis à la restauration de voir l'horizon se dégager quelque peu. La valeur ajoutée de la branche a progressé de 0,2% en 2013. Des hausses de 0,5% et 0,2% sont attendues pour cette année et l'an prochain. Si les perspectives sont ainsi plus celles d'une stagnation que d'une véritable croissance, le creux de la vague semble au moins être passé.

Evolution comparée de l'hôtellerie-restauration et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Hôtellerie-restauration
■ Suisse romande

*Prévisions



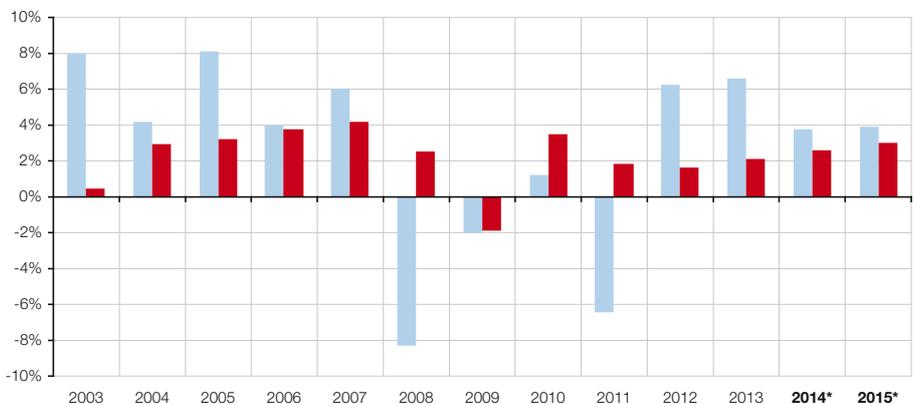
Services financiers: bonnes performances boursières

A l'image de l'excellente année boursière 2013, les services financiers sont la branche de l'économie romande dont la valeur ajoutée a le plus progressé l'an dernier: +6,6%. Cela s'explique notamment par un phénomène de rattrapage observé depuis 2012 après quatre années difficiles, ainsi que par la robustesse de l'économie romande, dont bénéficient les activités tournées vers la demande intérieure. Toutefois, les défis restent nombreux: taux d'intérêt bas, densification de la réglementation, renforcement de la coopération transfrontalière en matière fiscale, règlement du différend fiscal avec les Etats-Unis ou mesures destinées à freiner la demande sur le marché immobilier. Ajoutées à cela des performances boursières qui pourraient ne pas être aussi favorables qu'en 2012 et 2013, une normalisation est attendue pour cette année et l'an prochain, avec des prévisions de croissance de respectivement 3,8% et 3,9%.

Evolution comparée des services financiers et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Activités financières et assurances
■ Suisse romande

*Prévisions



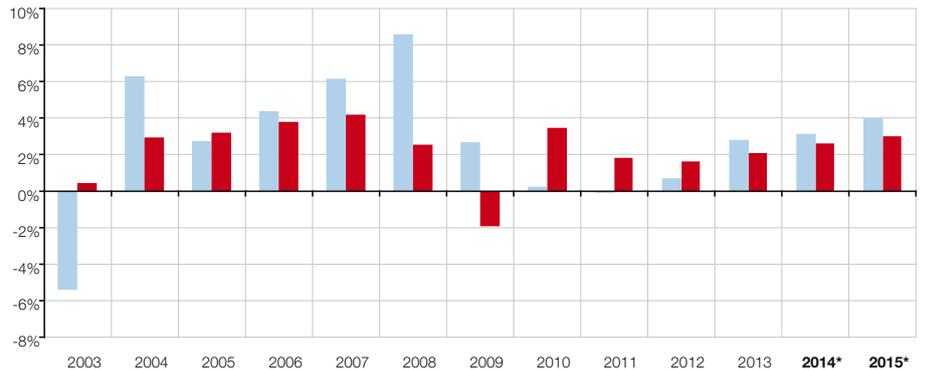
Services aux entreprises: toujours robustes

Avec une valeur ajoutée en hausse de 2,8% en 2013, les services aux entreprises et les activités immobilières ont bénéficié de la robustesse de la conjoncture intérieure et de la demande sur le marché immobilier. Bien que cette branche fasse partie de celles qui ont le mieux résisté aux conséquences de la crise financière, elle n'affiche plus des rythmes de croissance aussi élevés qu'au milieu de la décennie précédente. Cela s'explique notamment par un fort ralentissement de l'implantation de quartiers généraux d'entreprises internationales ou d'autres facteurs d'incertitudes, comme la réforme de la fiscalité des entreprises. Une accélération de l'activité est cependant attendue en parallèle avec l'ensemble de l'économie romande. La croissance est prévue à 3,2% cette année et à 4,0% l'an prochain.

Evolution comparée des services aux entreprises et du PIB romand (valeurs réelles)

Services aux entreprises
Suisse romande

*Prévisions



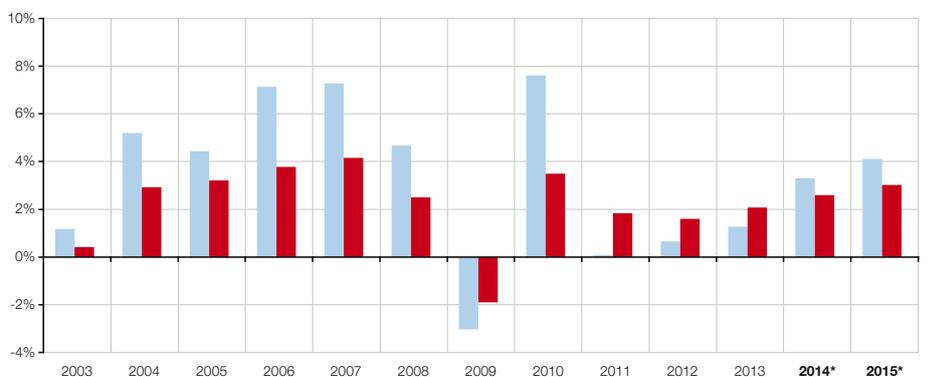
Commerce: amélioration du climat de consommation

Les nouvelles en provenance de l'économie mondiale – et en particulier de la zone euro – n'étaient plus aussi mauvaises qu'en 2012, ce qui a contribué à une amélioration du climat de consommation en 2013. Celui-ci a également bénéficié d'un marché de l'emploi robuste, avec un taux de chômage restant bas en comparaison internationale et une poursuite des créations d'emplois, une démographie favorable et une conjoncture romande dynamique. Les consommateurs n'étaient toutefois pas euphoriques. Si les chiffres d'affaires ont augmenté dans le domaine alimentaire, ils ont diminué dans l'habillement, l'ameublement et le domaine culturel. De plus, seuls les grands commerces (plus de 45 équivalents plein temps) ont augmenté leurs ventes. Au final, la valeur ajoutée de la branche a progressé de 1,3% en 2013. La croissance devrait s'accroître en 2014, à 3,3%, et en 2015, à 4,1%.

Evolution comparée du commerce de gros et de détail et du PIB romand (valeurs réelles)

Commerce de gros et de détail
Suisse romande

*Prévisions



PIB 2013 ainsi que prévisions 2014 et 2015 en perspective cantonale

Une résistance et une dynamique communes

Les cantons romands ont affiché en 2013 des rythmes de croissance inscrits dans une fourchette relativement large, de 0,4% à 2,7%. Tendanciellement, ceux dans lesquels le poids des branches industrielles est le plus élevé ont été plus sensibles à l'environnement international alors que ceux qui sont plus tournés vers le secteur tertiaire ont plus bénéficié de la robustesse de la demande intérieure. Avec l'amélioration de l'environnement conjoncturel international, les fourchettes dans lesquelles les rythmes de croissance s'inscrivent devraient se resserrer: entre 1,5% et 3,0% en 2014 et entre 2,1% et 3,5% en 2015.

La résistance et la dynamique de l'économie romande sont ainsi partagées par tous les cantons. Si les variations entre structures économiques expliquent des différences à certaines périodes, les écarts sont relativement faibles. Ils sont sans commune mesure avec ceux qui avaient été observés quelques années auparavant ou qui s'observent encore aujourd'hui entre les membres de l'Union européenne.



Evolution comparée des PIB cantonaux et du PIB romand (valeurs réelles)

- Fribourg
- Genève
- Jura
- Neuchâtel
- Valais
- Vaud
- Suisse romande

*Prévisions

Conjoncture porteuse dans les six cantons romands

Les graphiques présentés sur cette page et la suivante montrent, pour chaque canton romand, comment a évolué son PIB et la valeur ajoutée de l'une de ses branches principales depuis 2003. Ces données sont comparées avec le PIB des six cantons romands. Les prévisions pour 2014 et 2015 figurent également sur ces graphiques.

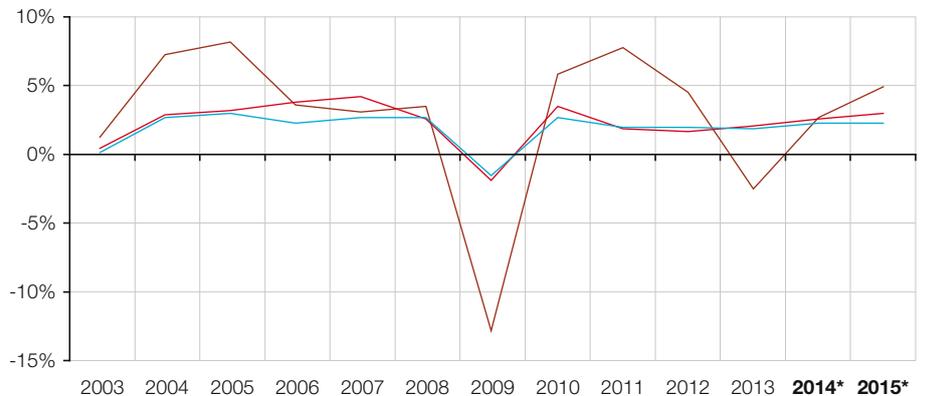
- Fribourg fait partie des cantons dans lesquels le secteur secondaire est, avec une part de 31% en moyenne entre 2004 et 2013, relativement important en comparaison avec la Suisse romande. Si l'industrie alimentaire y est très présente (7%), c'est également le cas des industries chimique et pharmaceutique (6%) et des machines (8%).
- Entre la gestion de fortune et le négoce international de matières premières, Genève dispose d'une place financière de premier plan, qui pèse environ 20% de l'économie cantonale et semble avoir jusqu'ici relativement bien résisté, compte tenu des circonstances, aux conséquences de la crise financière et des changements en cours dans la gestion de fortune transfrontalière.
- Neuchâtel et le Jura sont deux cas particuliers en Suisse romande, avec des secteurs secondaires représentant respectivement 47% et 48% (moyenne entre 2004 et 2013) de leur PIB. A elle seule, la fabrication de machines, d'instruments et de montres constitue 27% à 28% de l'économie de chacun de ces deux cantons.
- En Valais, le poids du secteur secondaire dans l'économie (31%) est proche de celui que connaît le canton de Fribourg. Une partie importante est constituée par la chimie et la pharma (11%). Ce canton se distingue également par un secteur de production et distribution d'électricité et d'eau (5%) plus présent qu'en moyenne romande (2%).
- La structure du canton de Vaud ressemble à celle de l'économie romande considérée globalement (près de quatre cinquièmes de tertiaire, un cinquième de secondaire et environ un pour cent de primaire). La première branche est le commerce (environ 18% du total).

Fribourg

Evolution comparée de la branche des machines, équipements et instruments et des PIB romand et fribourgeois (valeurs réelles)

— Machines, équipements et instruments
— Suisse romande
— PIB Fribourg

*Prévisions



Genève

Evolution comparée de l'industrie financière et des PIB romand et genevois (valeurs réelles)

— Industrie financière
— Suisse romande
— PIB Genève

*Prévisions



Jura

Evolution comparée de la branche des machines, équipements et instruments et des PIB romand et jurassien (valeurs réelles)

- Machines, équipements et instruments
- Suisse romande
- PIB Jura

*Prévisions



Neuchâtel

Evolution comparée de la branche des machines, équipements et instruments et des PIB romand et neuchâtelois (valeurs réelles)

- Machines, équipements et instruments
- Suisse romande
- PIB Neuchâtel

*Prévisions



Valais

Evolution comparée de la chimie et des PIB romand et valaisien (valeurs réelles)

- Chimie
- Suisse romande
- PIB Valais

*Prévisions

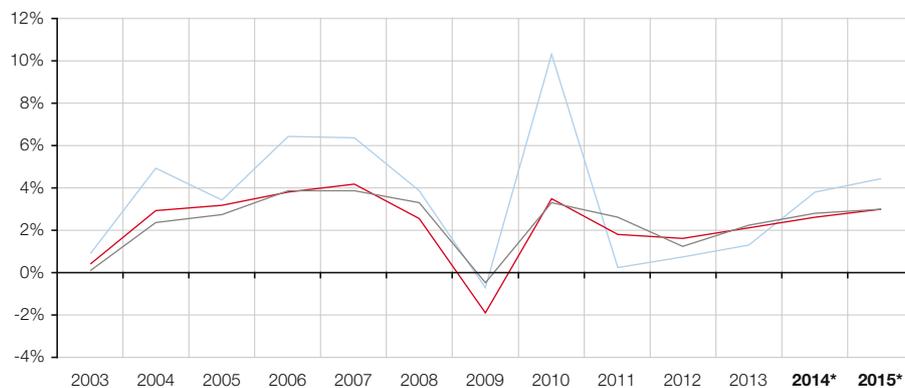


Vaud

Evolution comparée du commerce et des PIB romand et vaudois (valeurs réelles)

- Commerce
- Suisse romande
- PIB Vaud

*Prévisions



Les cantons romands en quelques chiffres et comparaisons avec la Suisse romande et la Suisse

* Après impôts, moins subventions

** Estimation

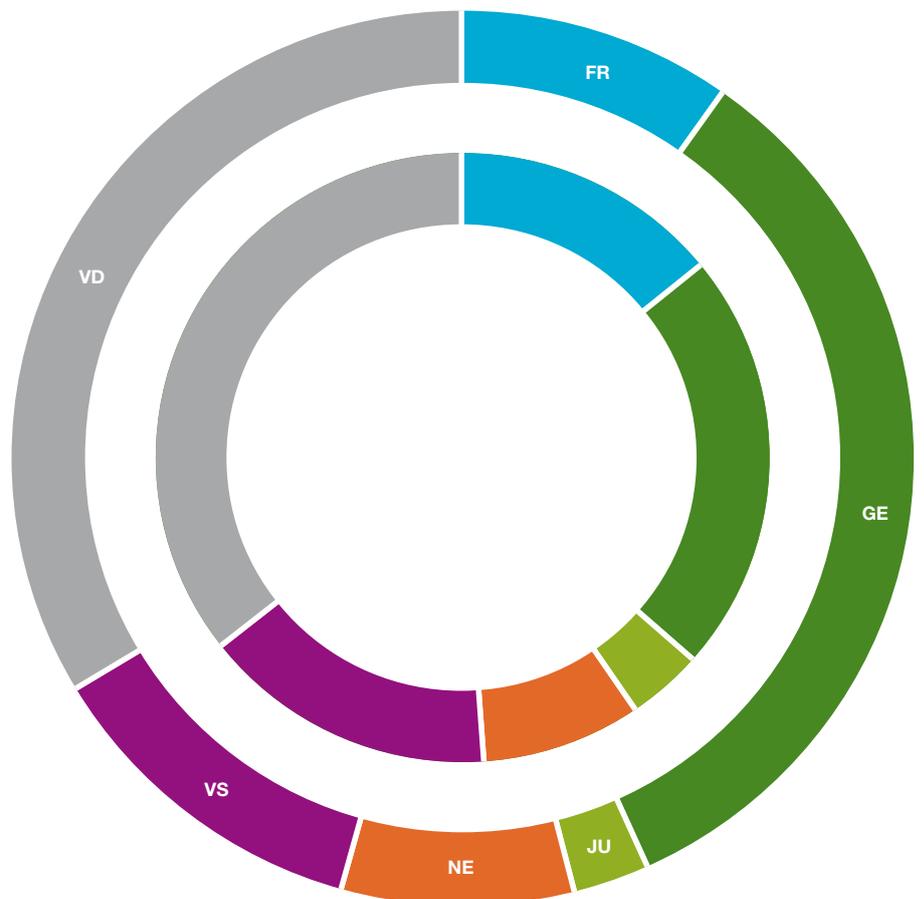
	Population 2013	Superficie (km ²)	Habitants/km ²	PIB nominal* 2013 (CHF mio)	PIB nominal*/habitant (CHF)	Equivalents plein temps (EPT, 2013**)	PIB nominal/EPT (CHF)
Fribourg	297 533	1671	178	14 639	49 201	98 697	148 321
Genève	469 217	282	1661	49 851	106 242	258 563	192 799
Jura	71 713	839	85	4 063	56 655	31 069	130 769
Neuchâtel	176 342	803	220	12 405	70 346	78 563	157 897
Valais	326 553	5224	63	17 977	55 051	120 743	148 887
Vaud	748 815	3212	233	50 143	66 963	305 482	164 143
Suisse romande	2 090 173	12 032	174	149 077	71 323	893 117	166 918
Suisse	8 136 689	41 285	197	603 212	74 135	3627 544	166 287

Comparaison de la part de la population et de la part du PIB* par canton

	Part de la population	Part du PIB
 Fribourg	14 %	10%
 Genève	22%	33 %
 Jura	4 %	3 %
 Neuchâtel	8 %	8 %
 Valais	16 %	12 %
 Vaud	36 %	34 %

*Nominal, après impôts, moins subventions.

Centre du graphique: part de la population.
Périphérie: part du PIB.



Le PIB romand en comparaison suisse et européenne

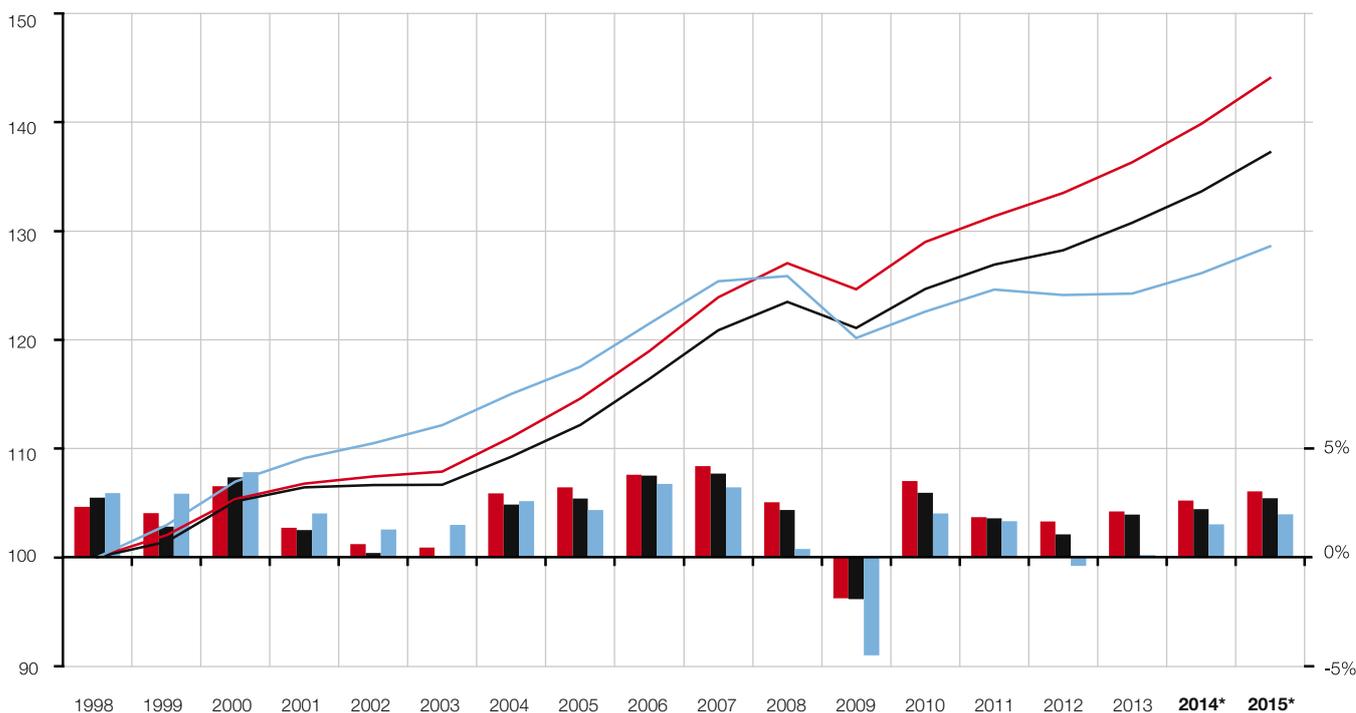
L'écart continue de se creuser

La résistance de l'économie en Suisse romande et en Suisse contraste avec les vents contraires que rencontre l'Union européenne (UE), conséquence de la crise de la dette et des plans d'austérité dans plusieurs pays de la zone euro. Déjà sensible depuis le début de la crise financière, la différence s'est accentuée en 2012: croissance de 1,6% en Suisse romande et de 1,0% en Suisse, alors que l'UE était en récession. La situation a commencé à se détendre au deuxième semestre 2013 au sein de l'Union, mais le redémarrage s'annonce laborieux. Tant la Suisse que la Suisse romande devraient de nouveau bénéficier d'un écart positif en 2014 et 2015.

Ces écarts de croissance positifs par rapport à l'UE ne sont pas uniquement dus aux effets de la crise de la zone euro. Ils s'observent depuis le début du millénaire et ont permis de rattraper le retard accumulé au cours des années 90, durant lesquelles tant la Suisse romande que la Suisse étaient en retrait en termes de croissance. A cette période, l'économie helvétique traversait une série de changements structurels, dont elle récolte aujourd'hui les fruits. Sur dix ans (2003-2013), la croissance annuelle moyenne s'est inscrite à 1,0% dans l'UE, alors qu'elle a été de 2,1% en Suisse et 2,4% en Suisse romande.

En outre, même si elle ne peut pas s'extraire du contexte économique et financier international, l'économie helvétique a fait preuve de résistance durant les phases de ralentissement de l'activité mondiale de ces dernières années. Cela a été le cas en 2009 et même durant le ralentissement de 2011 à 2013, qui a cependant été nettement moins dramatique que le précédent.

Au final, aussi bien la Suisse que la Suisse romande ont vu leur PIB repasser au-dessus de leur niveau d'avant la crise en 2010 déjà, signe que les effets de cette dernière sur le pays ont été limités et rapidement compensés. Si les prévisions de croissance se vérifient, l'UE aura dû attendre jusqu'en 2014 pour voir son PIB retrouver son niveau de 2008.



Evolution et croissance comparées des PIB romand, suisse et européen (valeurs réelles)

- Suisse romande (croissance p. a.)
- Suisse (croissance p. a.)
- Union européenne (croissance p. a.)
- Suisse
- Union européenne
- Suisse romande

Evolution: indices, base 100=1997, échelle de gauche
Croissance p.a. en %, échelle de droite

Retour sur les prévisions

Les estimations de croissance sont un art complexe. De la fin d'une année à la publication des comptes nationaux par l'OFS s'écoule une vingtaine de mois. Entre deux, le SECO diffuse une série d'estimations, qui peuvent être sensiblement révisées d'une fois à l'autre. D'autres statistiques utilisées par l'institut Créa pour le calcul des PIB cantonaux font également l'objet de révisions périodiques. La méthodologie est expliquée en page 23.

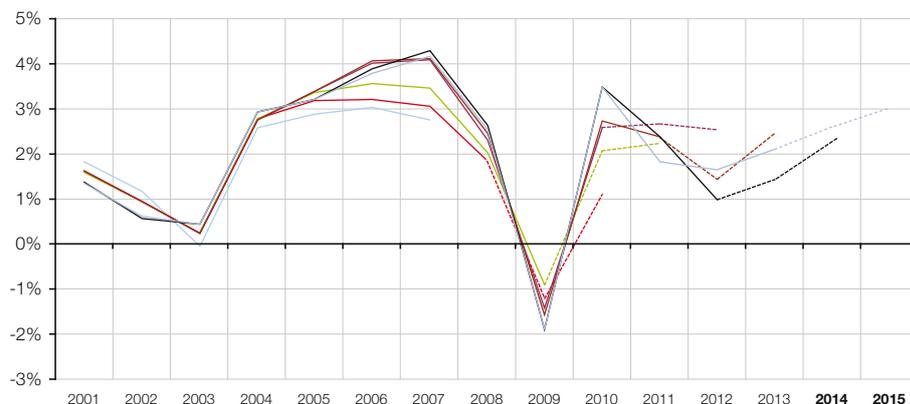
Il s'ensuit que les données chiffrées du PIB romand peuvent quelque peu varier d'une édition à la suivante. Ce sont par exemple des révisions de statistiques utilisées dans le calcul des PIB cantonaux qui ont expliqué que les valeurs ajoutées et les taux de croissance des années 2006 et 2007 calculés en 2011 se sont écartés sensiblement des données publiées précédemment. Cependant, d'une année sur l'autre, les chiffres sont relativement cohérents et donnent une bonne vue de la dynamique économique.

C'est également le cas des prévisions, même si elles peuvent aussi être entachées d'erreurs plus ou moins sensibles. Celles-ci peuvent être dues en partie à des révisions de statistiques, mais aussi au fait que des éléments qui façonneront les années sur lesquelles elles portent ne sont pas encore connus ou sont difficiles à anticiper à l'instant où les prévisions sont établies. Prédire l'avenir n'est pas plus simple que mesurer le passé.

Les tensions financières qui ont marqué les années 2011 à 2013 en sont des illustrations. La perte de confiance et la dégradation de la situation économique qui en a découlé ont surpris par leur rapidité, leur ampleur et leur durée. Les surprises peuvent aussi être positives. Ainsi, début 2013, la croissance s'est accélérée en Suisse romande (comme dans l'ensemble du pays), alors que l'économie mondiale a continué de manquer de dynamisme.

Comparaison des estimations du PIB romand (valeurs réelles)

- Suisse romande — Estimation 2008
- Suisse romande — Estimation 2009 (*2009-2010: prévisions)
- Suisse romande — Estimation 2010 (*2010-2011: prévisions)
- Suisse romande — Estimation 2011 (*2011-2012: prévisions)
- Suisse romande — Estimation 2012 (*2012-2013: prévisions)
- Suisse romande — Estimation 2013 (*2013-2014: prévisions)
- Suisse romande — Estimation 2014 (*2014-2015: prévisions)



Méthodologie d'estimation du PIB romand

Le PIB romand est la somme des PIB des six cantons romands. Pour déterminer ces derniers, le Créa part des estimations du PIB suisse du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) et de l'Office fédéral de la statistique (OFS) et de leurs découpages en branches: l'institut cherche à évaluer la part du PIB suisse revenant à chaque branche dans chaque canton pris en considération. Le PIB d'un canton est alors la somme des valeurs ajoutées de ses branches.

La méthode utilisée par le Créa repose sur les étapes suivantes:

1. Le point de départ est le compte de production par branche d'activité économique pour la Suisse, publié par l'OFS et le SECO. Pour chaque branche d'activité économique au niveau suisse est calculée la valeur ajoutée par emploi en équivalents plein temps (EPT). Il s'agit de la valeur ajoutée unitaire (VAU), qui correspond à la productivité moyenne de l'emploi par branche.
2. Les valeurs ajoutées unitaires ne sont pas identiques aux niveaux cantonaux et suisse: la différence – c'est du moins une hypothèse qui est faite – tend à se traduire par des niveaux de salaires différents. Des valeurs ajoutées unitaires par branche pour chacun des cantons pris en considération sont dérivées des chiffres moyens nationaux sur la base du niveau des salaires par branche.
3. Dans chaque canton pris en considération et dans chaque branche, la valeur ajoutée unitaire ajustée par les salaires est multipliée par l'emploi (en équivalents plein temps).
4. L'addition des valeurs ajoutées de toutes les branches donne la valeur ajoutée cantonale totale. Des ajustements sont prévus pour intégrer la valeur locative des immeubles occupés par leur propriétaire, qui est un service dont la valeur est comprise dans le PIB. Enfin, le PIB romand est la somme des PIB des six cantons romands.

Conceptuellement relativement simple, cette méthode implique en fait une série de calculs pointus. Les statistiques utilisées ne sont pas toutes directement compatibles entre elles et des ajustements peuvent être nécessaires. Début 2013, la méthodologie a vu l'intégration dans les calculs des estimations des PIB cantonaux de l'OFS (portant sur les années 2008 à 2011). Bien qu'étant encore provisoires, ces valeurs ont été utilisées comme référence pour les estimations des PIB pour les années concernées. La méthode est encore susceptible d'évoluer.

Méthodologie d'estimation de la prévision du PIB romand

Les prévisions cantonales et par branche sont obtenues en partant de l'hypothèse que, pour chaque branche, le taux de croissance trimestrielle de la valeur ajoutée réelle peut s'écarter de sa valeur de long terme en fonction du contexte économique national et international. Ce dernier est apprécié par une palette de prévisions publiées par le SECO, le FMI et l'OCDE: croissance attendue du PIB de la Suisse, de l'Union européenne, des Etats-Unis et de la Chine, évolution du prix du pétrole, de la valeur externe du franc suisse, des taux d'intérêt, etc. Le modèle est calibré économétriquement sur une base des données historiques. Les prévisions sont calculées pour plus de 80 branches, pour chacun des six cantons romands, et pour chaque trimestre de 2014 et 2015, avant d'être agrégées au niveau souhaité.

Etant donné l'incertitude qui subsiste encore sur la durabilité de la reprise mondiale, les prévisions présentées ici doivent être interprétées avec une certaine prudence.

Plus de détails figurent dans le document «Estimation du PIB romand» disponible sur internet: <http://www.hec.unil.ch/crea/publications/autrespub/PIBRomand0508.pdf>

La version électronique de ce rapport peut être téléchargée depuis les sites web suivants:

www.bcf.ch
www.bcvs.ch
www.bcj.ch
www.bcn.ch
www.bcge.ch
www.bcv.ch
www.hec.unil.ch/crea
www.forumdes100.com

Note: les estimations du PIB romand et des PIB cantonaux ainsi que les prévisions pour 2014 et 2015 ont été calculées par le Créa. Le sondage sur l'apprentissage a été réalisé par Dyai Conde, économiste et chercheur indépendant.

 **Unil** Université de Lausanne
HEC Lausanne

CRÉA Institut de macroéconomie appliquée

Impressum

Cette étude a été réalisée conjointement par:

- Jean-Pascal Baechler, conseiller économique, BCV
- Bruno Giussani, producteur, Forum des 100
- Giorgio Ardia, secrétaire général, BCN
- Christian Jacot-Descombes, porte-parole, BCV
- Paul Coudret, conseiller économique, BCF
- Délia Nilles, directrice adjointe, Créa
- Jean-Yves Pannatier, responsable de la communication, BCVS
- Hélène De Vos Vuadens, responsable de la communication, BCGE
- Claudio Sfreddo, chef de projet, Créa
- Serge Voisard, responsable de la communication, BCJ

Conception graphique

- Demian Conrad Design, Lausanne. Art direction Demian Conrad, assistante Elena Panetti.
- © 15 mai 2014, Banques cantonales romandes et Forum des 100.

En couverture: participants et orateurs photographiés lors des précédentes éditions du Forum des 100.

La force économique de la Suisse romande en six points

- En 2013, le PIB de la Suisse romande s'est monté, en termes nominaux, à 149,1 milliards de francs
- En 2013, le PIB de la Suisse romande a représenté 24,7% du PIB suisse
- En 2014, le PIB de la Suisse romande a augmenté de 2,1% en termes réels
- En 2014, la croissance devrait augmenter modérément en Suisse romande
- En 2015, une nouvelle accélération de l'activité est attendue en Suisse romande
- En 2014 et 2015, la Suisse romande devrait confirmer un dynamisme économique supérieur au reste du pays